

COMMUNIQUÉ : Les élections n'ont de sens que si tous les citoyens en âge de voter disposent de leurs cartes d'électeurs.

Il y a quelques semaines, pensant pouvoir restreindre, par les urnes le pouvoir et les marges de manœuvre du régime dictatorial qui régent le Togo depuis 52 ans, nous avons appelé les citoyens à aller massivement se faire inscrire afin de porter à la tête des communes des grandes villes du pays les candidats issues de l'opposition démocratique.

Mais en suivant attentivement l'évolution du processus, depuis l'annonce de la date des élections locales jusqu'au recensement bâclé, nous constatons que le régime, fidèle à ses vieilles habitudes et à ses méthodes archaïques a tout verrouillé et n'a aucunement l'intention de céder un seul pan de son pouvoir aux forces en lutte pour le changement.

En effet, nous constatons d'une part que des centaines de milliers de citoyens acquis à la cause des forces démocratiques ont été volontairement privés de carte d'électeurs. Or, une élection n'a de sens que si tous les citoyens en âge de voter disposent de leurs cartes d'électeurs. Ce qui n'est actuellement pas le cas dans notre pays.

Ainsi, un candidat de l'opposition bien que populaire et très aimé par sa communauté, n'a aucune chance d'être élu. Tout simplement parce que ceux qui l'aiment et sont censés le voter n'ont pas de carte d'électeur.

D'autre part, nous remarquons qu'avec le fichier électoral actuel, une personne mal intentionnée ou pistonnée par le pouvoir en place peut voter au moins cinq (5) fois ; C'est-à-dire dans cinq (5) communes différentes. Ce qui doit faire réfléchir les candidats de l'opposition.

De même, nous apprenons de sources concordantes que des citoyens des pays frontaliers (Bénin, Ghana et Burkina ) avaient été payés par certains barrons du régime pour venir s'inscrire et voter le 30 juin pour le Parti au pouvoir.

La fraude étant donc réelle et très avérée et, surtout après le refus systématique du gouvernement et de la CENI de poursuivre les opérations de révision des listes électorales, le Comité Exécutif du Mouvement EN AUCUN CAS s'est urgemment réuni et a, après une réflexion approfondie décidé de se retirer du processus en cours et a, dans la même logique instruit tous les membres du Mouvement qui ambitionnaient d'être candidats à ces élections aux issues déjà connues de ne plus déposer leur candidature, le cas échéant de la retirer.

Aussi, estimant que le salut du peuple ne viendra que d'une lutte populaire, organisée et non-violente, le Mouvement EN AUCUN CAS a décidé de ne plus jamais s'associer à une élection organisée par le régime cinquantenaire en place.

Ceci étant, le Mouvement EN AUCUN CAS ne se battra désormais, au plan politique que pour la libération des détenus politiques, la défense des droits et libertés acquises au prix d'énormes sacrifices par le peuple Togolais, le départ de Faure GNASSINGBE au terme de son mandat, la mise en place d'une transition démocratique et la mise en place d'un organe ad hoc chargé d'organiser les élections présidentielles de 2020.

L'enjeu étant donc de taille, nous avons besoin d'une opposition unie, conquérante et audacieuse dotée d'une stratégie gagnante.

C'est pourquoi nous appelons toutes les organisations politiques et citoyennes ayant œuvrer de près ou de loin pour le boycott massif de la tragi-comédie électorale du 2018 par plus de 85% de la population à se mettre ensemble.

Fait à Lomé, le 27 mai 2019

Le Comité Exécutif